



# Ligue des Droits de l'Enfant

Association sans but lucratif

Bruxelles, le 05 février 2014

## La Ministre de l'Enseignement vit sur la planète des Bisounours

La Ligue des Droits de l'Enfant tient à réagir aux propos de Madame la Ministre de l'Education Marie-Martine Schyns qui sont parus dans LE SOIR du 5 février 2014 à propos de l'appel à refondation de l'enseignement par une trentaine d'associations, de syndicats et de spécialistes des sciences de l'éducation, sur l'initiative de la plate-forme de lutte contre l'échec scolaire.

Se prétendre être, seule, dans la réalité alors que le monde associatif, syndicaliste et académique pose le constat – connu depuis longtemps - de l'iniquité de notre système éducatif et appelle à un temps de réflexion avec tous les acteurs du monde scolaire en vue d'une refondation, nous paraît d'un certain culot !

La vraie réalité, rappelons-la à la Ministre, qui visiblement l'oublie du haut de sa tour d'ivoire, c'est annuellement 60 000 redoublements, 17 000 orientations contraintes, 20 000 abandons et 3 000 exclusions, auxquels il faut ajouter tous les élèves orientés vers l'enseignement spécialisés alors qu'ils ne sont porteurs d'aucun handicap.

S'il y a bien une politique qui plaît « à un certain public », c'est celle de faire bouger les lignes sur le terrain, très lentement et à coup de réformatrices. Une sorte de sur-place qui bouge vaguement ! De celle-là, nous n'en voulons plus ! Ce sont plus de 100 000 familles dont les enfants subissent, chaque année, la maltraitance institutionnelle subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, à commencer par les familles les plus modestes, celles qui n'auront jamais la chance de voir leurs enfants emprunter l'ascenseur social. Dès lors... surtout, ne bougeons pas trop vite !

La Ligue des Droits de l'Enfant, en lançant la plate-forme de lutte contre l'échec scolaire en 2003, tenait à rappeler que l'Education est un Droit de l'Enfant. Qu'elle doit se faire sur base de l'égalité des chances. Il est donc inacceptable que des enfants, parce qu'ils sont issus de familles fragilisées, ne bénéficient pas des mêmes savoirs et de la même formation à la citoyenneté que les milieux socialement plus favorisés. Nous appelons, une fois encore, à *analyser la situation, à évaluer objectivement et à identifier les freins aux changements, de débattre avec les acteurs en levant les tabous, de proposer un projet global concerté et cohérent pour l'enseignement obligatoire et la formation des enseignants, de planifier la mise en œuvre de ce projet sur deux législatures au moins et d'en assurer la pérennité.*

Sans mettre de freins idéologico-politiques dont les objectifs seraient de défendre les intérêts d'un réseau !

Jean-Pierre Coenen  
Président  
0477/545.907

*Accessoirement :*  
Président de la Plate-forme de lutte contre l'Echec scolaire  
Coordinateur de la plate-forme pour l'Intégration scolaire